

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 993

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Europe, Europe !

En Suisse désormais, ça planche de tous côtés sur le thème européen: associations, entreprises, organisations socio-économiques, maisons d'édition et rédactions, toutes inscrivent l'intégration européenne à leurs programmes de réunions ou de publications. Cette effervescence exprime-t-elle autre chose qu'une curiosité normale et presque obligée pour un grand sujet d'actualité? Evidemment oui, compte tenu de l'intérêt traditionnellement faible dans notre pays pour les affaires étrangères.

Or donc, cet engouement soudain et général pour la chose européenne s'explique par le sentiment d'une véritable urgence dans la perspective de l'échéance de fin 92, mais aussi plus généralement par les menaces pesant sur notre économie en cas d'isolement. Tout le monde sait en effet que le «cas spécial» helvétique ne va pas durer. Les temps sont durs pour les mythes et les tabous: après l'agriculture, l'armée, la police politique, voici que le «Sonderfall» suisse passe par l'épreuve de la remise en cause. Finie l'image du bon Helvète qui trait sa vache sur les hauteurs du château d'eau européen; terminé le mythe d'une Suisse rurale, alpestre, laborieuse et vertueuse, où coulent le lait en excédent et le miel des subventions. Exit même la figure du banquier, dur mais pur, chassé de l'imagerie populaire et internationale par les affaires de Chiasso, Duvalier, Kopp, Marcos, etc.

Alors voilà, la Suisse cherche une porte du côté de l'Europe, chargée de délivrer billets d'entrée et certificats de bonnes mœurs. Et de préserver l'essentiel des particularités helvétiques. C'est évidemment beaucoup demander, mais tout à fait dans la tradition suisse; chez nous, on aime bien être de la fête, sans être de la famille, jouir du maximum d'avantages, sans participer aux charges correspondantes.

Les positions se précisent à l'intérieur de notre pays, où tout le monde a oublié le rapport du Conseil fédéral sur la Suisse et le processus d'intégration européenne, daté du 24 août

1988, mais de fait déjà dépassé six mois plus tard. Présentement, trois types de solution sont évoqués: Christoph Blocher et l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) refusent catégoriquement tout rapprochement avec l'Europe intégrée, laquelle fait aussi très peur aux Verts de toutes nuances, alémaniques surtout; à l'opposé, des groupes se constituent en faveur d'une adhésion — mot tabou il y a peu de temps encore — évoquant même l'idée d'initiatives populaires allant dans ce sens.

Et au milieu, où tente de se tenir le Conseil fédéral, on retrouve les fans spontanés (peu nombreux, même chez les radicaux, dont les leaders se répartissent dans les trois camps) et résignés (tel le secrétaire d'Etat Blankart) de l'Espace Economique Européen — cette sorte de regroupement à dix-huit (Communauté européenne + AELE), dont le président Delors a lancé la formule au début de 1989. Depuis lors, l'idée a fait pas mal de chemin, en Suisse particulièrement, mais les négociations s'annoncent très difficiles, en raison notamment des prérogatives de l'Europarlement de Strasbourg, qui craint pour «la démocratisation des institutions européennes». Il semble bien que l'espace européen, sur lequel la Suisse voudrait s'avancer, ne puisse guère jouer son rôle de terrain d'essai et d'approche; tout laisse prévoir que l'EEE se révèle être au mieux un détour, au pire une impasse — en tous cas une cause de retard.

Dans cette perspective plutôt sombre, les initiatives européennes pourraient en fait accélérer la prise de conscience populaire en Suisse, et le processus de rapprochement direct avec la CE, laquelle n'envisage pas d'accepter de nouveaux membres avant la fin de cette décennie (en fait, l'accélération de l'histoire va bousculer ce calendrier aussi).

L'économie suisse s'impatiente; même pour des entreprises de dimension moyenne, le marché euro-

YJ

(suite page 2)